

*Questions orales***LA SITUATION ÉCONOMIQUE****LES PRÉVISIONS DE L'OCDE POUR LE CANADA—LA POSITION DU GOUVERNEMENT—LA POSSIBILITÉ D'UN NOUVEAU BUDGET**

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances au sujet de la sinistre prévision de l'OCDE qui fait entrevoir de sombres perspectives économiques pour le Canada au moins jusqu'à la mi-juin 1978. Autrement dit, notre économie est malade à cause du taux de chômage plus élevé que prévu et de l'inflation. Comme la prévision de l'OCDE est beaucoup plus pessimiste que celle du ministre des Finances, peut-il dire à la Chambre sur quels points il n'est pas d'accord avec la prévision de cet organisme national respecté, ou a-t-il maintenant concédé que ses propres prévisions économiques étaient fausses et que le budget était mal conçu?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Comme le sait le député, nous n'essayons pas de faire des prévisions. Nous faisons une projection à partir des chiffres que nous avons. Le rapport de l'OCDE pour le Canada et pour tous les autres pays membres est un peu plus pessimiste que les projections plus tôt au cours de l'année ne l'auraient indiqué. Comme le signale le rapport, la hausse du taux d'inflation au Canada a été temporaire. Nous pouvons nous attendre que reprenne la diminution progressive dans ce domaine. Je dois dire que le chômage demeure un sujet de préoccupation. Mon collègue le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a récemment annoncé pour l'hiver prochain de nouvelles mesures qui devraient être d'une certaine aide dans ce domaine. Notre position est que la liberté de manœuvre importante que nous avons accordée au secteur privé, tant du point de vue des investissements privés que de la consommation, devrait, au cours des mois à venir, entraîner une accélération progressive de la relance économique au Canada.

M. Alexander: Nous espérons que le ministre voudra bien mettre ce rapport pessimiste à la disposition de tous les députés. Je voudrais lui rappeler que le premier ministre a déclaré—si j'ai tort, il me reprendra—que le secteur privé n'avait pas profité des avantages que lui offrait le budget et qu'il n'avait pas l'intention de le faire dans les circonstances actuelles. En d'autres termes, le gouvernement s'est trop immiscé dans les conseils d'administration des entreprises du pays, et il devrait s'en retirer. Étant donné que le ministre m'a déclaré il y a quelque temps que le fait que je lui demande de présenter un nouveau budget ne constituait pas une raison suffisante pour le faire, mais que d'autres motifs pourraient l'amener à agir dans ce sens, le ministre considère-t-il le rapport de l'OCDE suffisant, et si non, qu'est-ce qu'il faudra pour qu'il présente un nouveau budget, son dernier ayant été un désastre et un échec complets?

M. Macdonald (Rosedale): Je voudrais signaler au député quelque chose qu'il devrait déjà savoir, soit que le rapport de l'OCDE est un document public qu'il a tout le loisir de lire s'il le désire. En ce qui a trait à la stimulation soit de la demande des biens de consommation, soit des investissements dans le secteur des affaires, je voudrais lui rappeler que plus de 1.2 milliard de dollars ont été prévus dans le budget du 31 mars 1977 à cette afin. En outre, un autre stimulant financier de l'ordre de 900 millions a été injecté dans l'économie au début de l'année par le biais de l'indexation. L'honorable député prétend qu'il nous a prié de présenter un nouveau budget et

[M. l'Orateur.]

que nous n'avons pas tenu compte de sa demande. Comme il a voté contre ces mesures incitatives, je considère que ce qu'il peut maintenant suggérer pour relancer l'économie n'a pas grande valeur.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Les paroles creuses du ministre au sujet du vote de nos députés pour ou contre telle ou telle mesure me laissent froid. Dieu merci, nous avons voté contre ce qu'il proposait car cela ne valait rien.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: J'ai posé une question au ministre et je voudrais une réponse. Je voudrais savoir quelles conditions doivent être réunies pour que le ministre se rende compte que l'économie de ce pays est malade et a besoin d'un coup de fouet, c'est-à-dire d'un nouveau budget. La situation devrait-elle être désespérée pour qu'il se décide à agir?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Alexander: Voudriez-vous laisser le ministre répondre à ma question, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député est hypothétique.

M. Macdonald (Rosedale): Ce ne sont que des discours ronflants Linc.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'ÉNERGIE**GAZ NATUREL—LA POSSIBILITÉ D'ALIMENTATION D'UN PIPE-LINE POUR AU PLUS UN AN À MÊME LES RÉSERVES**

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le *Financial Post* a publié un article au sujet du pipe-line; selon cet article, les autorités américaines affirment qu'il faudrait dépenser huit ou neuf milliards de dollars pour l'itinéraire Alcan ou pour tout autre itinéraire, afin d'acheminer des réserves de 23 billions de pieds cubes de gaz, alors que cette quantité ne correspond qu'à un an d'approvisionnement aux États-Unis. Y a-t-il eu des discussions à ce sujet depuis la recommandation de l'Office national de l'énergie?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Si le député veut savoir si le cabinet a envisagé toutes les ramifications de cette question, la réponse est: «non». J'ai indiqué par le passé que nous envisagions d'étudier cette question et que nous tiendrons compte, naturellement, des opinions des députés de l'opposition.

M. Woolliams: Il est bien certain que nous ferons connaître nos points de vue au ministre. Naturellement, s'il faut prendre une décision d'ici le 2 septembre, date indiquée par le premier ministre en réponse à des questions posées par l'opposition, c'est là l'un des éléments qui devraient faire l'objet de discussions entre le ministère et les fonctionnaires américains à propos de l'approvisionnement en gaz naturel.